



1 an après les inondations... Travaillons ensemble !

Il y a près d'un an, la Belgique était touchée par des inondations d'une ampleur sans précédent dans l'histoire. Face à la force destructrice de l'eau, nous avons tous pris une leçon d'humilité, y compris nous, les assureurs. Le flux continu de sinistres graves, en plein milieu d'une période de vacances qui plus est, nous a mis face à de grands défis. Et un cadre légal inadéquat a renforcé les incertitudes.

Dans ces circonstances, la complaisance n'est pas de mise, chaque dossier encore ouvert est un de trop. Assuralia a récemment communiqué que près d'un an après les faits, 75 % des dossiers de sinistres étaient clôturés et que dans 15 % des dossiers, au moins 80 % des indemnisations avaient déjà été versées. Ce n'est pas à nous de juger si c'est un bon ou un mauvais résultat. Le très faible nombre de plaintes auprès de l'Ombudsman des assurances montre quand même que la grande majorité des clients sont globalement satisfaits de la gestion de leur sinistre.

La question principale pour les assureurs, mais finalement aussi pour la société dans son ensemble, est de savoir comment, à l'avenir, nous allons pouvoir gérer des catastrophes naturelles de cette ampleur.

Une chose est claire : le cadre légal actuel relatif à l'assurance des catastrophes naturelles n'est pas adapté à ce type de phénomène. Les citoyens belges attendent – à juste titre – une indemnisation totale de leurs dommages, y compris en cas de catastrophes graves, ce que le cadre actuel ne peut garantir. Les discussions entre assureurs et autorités au sujet d'un nouveau cadre légal se déroulent de manière constructive, mais lente. Et pourtant le temps presse. La nature ne se laisse pas enfermer dans des statistiques, et à chaque moment, une catastrophe peut se reproduire.

Ce qui est certain, c'est que seuls, les assureurs ne sont pas capables en mesure de supporter complètement des catastrophes comme celles de juillet 2021. Chaque nouvelle réglementation devra tenir compte d'une forme de collaboration entre les assureurs et l'État, un partenariat public-privé qui, pour de nombreuses raisons, devrait être organisé au niveau du fédéral. Dans ce partenariat, une attention toute particulière devra être accordée à la solidarité et à l'accès à l'assurance pour tous. Le seuil pour pouvoir s'assurer doit rester assez accessible pour que toute personne dans la société, y compris les plus défavorisés, puisse faire partie intégrante du système. Dans cette optique, nous plaidons aussi pour un cadre légal stable qui offre à toutes les parties la sécurité juridique à long terme, car l'insécurité crée aussi un coût supplémentaire.

On se pose souvent la question de savoir si les catastrophes naturelles majeures resteront encore assurables dans un contexte de réchauffement climatique. Beaucoup, sinon tout, dépendra de la manière dont nous tous, en tant que société, allons gérer ces risques climatiques. Qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, de normes de construction, de création de zones inondables et d'autres formes de gestion de l'eau, les autorités devront tenir compte, bien plus que maintenant, de l'impact possible des inondations et des tempêtes.

Des investissements dans des infrastructures adaptées seront nécessaires, c'est certain, mais les assureurs peuvent et veulent, via leur politique d'investissements, jouer activement leur rôle sociétal. Ils investissent déjà des milliards d'euros dans des partenariats public-privé pour des logements sociaux, des transports publics, de l'énergie renouvelable... Il est évident qu'ils sont prêts à appliquer cette politique à d'autres projets d'infrastructure qui limitent l'impact des risques climatiques. La main est tendue vers toutes les autorités pour travailler ensemble.

Un deuxième aspect de tout partenariat potentiel concerne les *data*. Une politique qui ne repose pas sur des données fiables est vouée à l'échec. Par leur mission, les assureurs disposent de nombreuses statistiques au sujet des sinistres et ont établi sur cette base des modèles prédictifs. Suite aux inondations, il est apparu qu'elles étaient essentielles pour estimer l'impact le plus correctement possible. Il s'agit d'un premier pas vers une coopération plus étroite avec les autorités dans le domaine de l'échange de données (anonymisées). Cela vaut au moins la peine d'examiner si ce partenariat peut être renforcé et si oui, comment.

Si nous voulons garder les risques climatiques gérables dans le futur, il faudra accorder plus d'attention à la prévention à tous les niveaux, fédéral, régional et local, mais aussi dans les entreprises et auprès des citoyens. Les assureurs disposent ici aussi d'une grande expertise et de canaux de communication performants. Il y a aussi un intérêt commun à renforcer cette approche et nous y voyons une mission pour les assureurs.

S'il y a une leçon que nous devons retenir de la catastrophe de juillet 2021, c'est que nous aurons besoin de toutes les forces nécessaires pour faire face à de tels phénomènes, et si nous ne pouvons pas les empêcher, au moins limiter leur impact. Unir nos forces n'est pas un choix, c'est une nécessité sociétale.

Heidi Delobelle
CEO d'AG